8 Juin 2005 N° 17

LA DIRECTION NEGOCIE... AU TRIBUNAL

Les protocoles électoraux CE et DP présentés par la direction n'ont pas recueilli l'unanimité des signatures syndicales : seuls CFE-CGC, CFDT et CFTC ont validé car CGT, FO et SUD n'ont pas signé.

Notre refus part des mêmes sources qu'en 2001 et 2003.

Nous contestons la méthode de décompte des effectifs « prestataires » et la répartition proposée au sein des collèges électoraux. Nous trouvons inadmissible que, malgré ce que la loi impose, la direction entretienne l'opacité laissant les organisations syndicales impuissantes à vérifier l'authenticité des informations fournies.

RAPPELEZ-VOUS!

Elections 2001 : le point de départ

SUD refusait le protocole électoral en assignant la direction devant le tribunal d'instance de Versailles, pour demander que l'effectif des salariés sous-traitants soit reconnu et comptabilisé dans les effectifs votants.

Face à cette situation nouvelle et complexe, non encadrée par les textes de loi, le tribunal choisissait de nommer un expert indépendant pour enquêter et éclairer la conjoncture.

Augurant une situation délicate, RENAULT présenta alors un accord « amiable ». Et se furent ainsi environ 650 salariés sous-traitants qui apparurent sur les listes électorales. Le tribunal prit acte et les élections eurent lieu.

A l'issue, RENAULT tira les conclusions en instituant en central, avec l'appui d'un certain nombre de syndicats, une charte d'entreprise pour contrarier tout différend futur.

2003 : la suite

Les discussions sur les protocoles électoraux débutent et la direction impose sa charte. SUD refuse la signature et conteste pour la seconde fois devant le tribunal. Cette fois, le tribunal tranche. Dans son jugement du 28/02/2003, il ordonne que TOUS les salariés sous-traitants soient pris en compte pour les sièges DP et CE et que l'intégralité de la population participe au vote DP.

A ce moment là, subsiste toujours l'ambiguïté sur la méthode de comptabilisation du nombre de ces salariés, mais le juge n'ira pas plus loin car SUD EST LA SEULE ORGANISATION EN DESACCORD. Les élections se déroulent dès lors, mais nous nous souviendrons tous de la pression que personne ne manqua d'exercer sur SUD, désigné responsable d'une élection professionnelle interrompue de manière inadmissible...

QU'ARRIVE-T-IL EN 2005 ?

MEME DEROULEMENT QU'AUPARAVANT, AVEC LA MEME VOLONTE POUR LA DIRECTION D'OBSCURCIR LA SITUATION. RESULTAT : 3 ORGANISATIONS SYNDICALES SONT AUJOURD'HUI NON SIGNATAIRES.

ET CETTE FOIS, C'EST LA DIRECTION QUI PREND L'INITIATIVE DE DECLENCHER UNE ACTION JUDICIAIRE !

Pourtant, si la direction est tenue par loi d'organiser des élections professionnelles, les protocoles électoraux n'ont pas l'obligation de recueillir l'unanimité des organisations syndicales pour se poursuivre.

DANS UN PREMIER TEMPS, LA DIRECTION PREND DONC LA RESPONSABILITE D'INTERROMPRE LE PROCESSUS DE DEROULEMENT DES ELECTIONS

Elle n'était pas obligée de réactiver le contentieux judiciaire mais en le faisant, elle tente de reprendre la main pour entériner sa propre méthode de calcul et se mettre mieux à l'abri de l'illégalité dans laquelle elle peut se trouver.

Depuis ces dernières années, nous nous sommes tous aperçus qu'au titre de l'accroissement de sa compétitivité, RENAULT -comme toutes les grandes entreprises- a choisi d'employer des salariés sous différents statuts tout en se défiant des responsabilités de sa politique pour contourner ses droits et ses devoirs.

Les exemples ne manquent plus pour rappeler ce que sont devenus la restauration d'entreprise, le service de courrier, la maintenance ou plus crucialement l'informatique et l'ingénierie...

Cette stratégie ne fait que s'inscrire dans un tissu mondial désormais pétrit de libéralisme et de profits rapides. Volontairement, cette conduite comporte le danger permanent pour TOUS les salariés RENAULT et sous-traitants d'être mis en compétition et de se sentir affaiblis jusque dans leurs instances représentatives.

SUD RENAULT ne peut accepter cette cohabitation à l'intérieur d'une même communauté de travail. Si nous ne faisons rien, c'est la capacité des salariés à défendre et faire respecter leurs droits qui sera menacée demain.

Notre combat reste celui de la première heure : contraindre la direction à mettre en place un moyen vérifiable de comptabilisation des salariés sous-traitants (en nombre de personnes et de jours travaillés) tout en examinant précisément les emplois occupés par ce personnel. Comme la loi l'y oblige, RENAULT détient le cahier des entrées et des sorties pour ses salariés (qu'ils soient CDD ou CDI), elle doit mettre clairement à disposition les mêmes registres concernant les salariés sous-traitants.

PARRALLELEMENT A SON ACTION EN JUSTICE, LA DIRECTION SOUMET AUX ORGANISATIONS SYNDICALES LA SIGNATURE D'UN ACCORD AUTORISANT LA PROROGATION DES MANDATS DP ET CE.

En effet, même si le tribunal est amené exceptionnellement à retarder la date des élections, ce report n'entraîne pas prorogation des mandats des représentants en place. Seul un accord unanime et exprès entre l'employeur et les organisations syndicales fait loi. **Pour activer cet accord, la direction avait donc invité l'ensemble des syndicats. Tous sont venus signer, sauf un : LA CFDT**

COMME POUR LES REFORMES SUR LA RETRAITE OU LA SECU, LA CFDT SE DETOURNE DE SON POUVOIR NEGOCIATEUR EN S'ELOIGNANT DES PREOCUPATIONS DES SALARIES. AU TECHNOCENTRE, EN PRIVANT CET ACCORD DE SA SIGNATURE, LA CFDT PRIVE LES SALARIES DE SES INSTANCES ET CHOISIT DÉLIBÉRÉMENT DE SE COUPER DU TERRAIN.

LE PERSONNEL N'EST DONC PLUS REPRESENTÉ JUSQU'AUX PROCHAINES ELECTIONS ET CELA A LES CONSEQUENCES SUIVANTES :

- Plus de CE, avec des décisions bloquées sur la gestion et la politique 2006, seul un administrateur judiciaire nommé par le juge permettra de maintenir l'activité en cours,
- Plus de réunion CE, où la direction est tenue d'informer les élus sur les menaces d'externalisation de la maintenance, logistique ou le service des implantations, plus de vision sur l'activité de l'entreprise,
- Plus de mandat DP, plus de protection pour les salariés, plus de réunions où le personnel peut remonter ses questions